

# La guerre d'usure épuise les ressources de l'Ukraine

Nicolas Barotte

Le président Volodymyr Zelensky comme le commandant suprême allié en Europe, le général Christopher Cavoli, alertent contre le

**L'**entre-deux-offensives tourne à la défaveur de Kiev. Après l'échec de l'année dernière, les soldats ukrainiens se sont repliés sur leurs positions défensives. Face à eux, l'armée russe exerce une pression continue pour grignoter les lignes adverses. Des combats intenses se déroulent notamment autour de Tchassiv Yar, à quelques kilomètres seulement de Bakhmout, un point clé à l'ouest du Donbass. Sans percée décisive pour l'instant. L'extrême délicate des combats, due à la transparence accrue du champ de bataille et à la précision des tirs, rend toute attaque laborieuse et coûteuse en vies humaines. Mais cet état de fait qui ralentit la guerre devient chaque jour plus précaire. L'hypothèse d'une défaite ukrainienne est de nouveau sur la table, deux ans après le début de la guerre.

« Si le Congrès n'aide pas l'Ukraine, l'Ukraine perdra la guerre », a déclaré cette semaine le président Volodymyr Zelensky à CNN, en s'alarmant du blocage de la dernière tranche d'aide par le camp de Donald Trump. Il n'est pas le seul à s'inquiéter. L'Ukraine « dépend presque entièrement du soutien extérieur pour rester dans la bataille », a prévenu mercredi le commandant allié suprême en Europe, le général Christopher Cavoli.

« On ne saurait trop insister sur la gravité de ce moment : si nous ne continuons pas à soutenir l'Ukraine, celle-ci pourrait perdre », a-t-il repris. Pour l'instant, le rapport de force d'artillerie serait de un à cinq. Mais il pourrait passer de un à dix. « Ce n'est qu'une question de semaines », a-t-il prévenu.

« Je ne peux pas prédire le futur mais je peux faire un simple calcul mathématique. Lorsque je regarde le rythme d'approvisionnement, lorsque je regarde le niveau de consommation, si nous ne continuons pas à soutenir l'Ukraine, l'Ukraine sera à court d'obus d'artillerie et à court de moyens de défense aérienne dans un délai assez court », a-t-il expliqué avant de conclure benoîtement : « D'après mon expérience de plus de trente-sept ans au sein de l'armée américaine, si un camp tire et que l'autre camp ne peut pas riposter, celui qui ne riposte pas perd. »

## Des signaux inquiétants

CQFD ? « Le propre de l'action militaire est d'échapper aux calculs. Si ce n'était qu'une question de rapport de force immédiat, il serait inutile de se battre », clarifiait-il y a quelques semaines le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Schill. « Jusqu'à présent, les Ukrainiens se sont montrés forts. Être en défense est un avantage », ajoutait-il. Mais des signaux inquiétants reviennent du front : l'aviation russe semble avoir retrouvé des capa-

ités d'action. Faute de défense aérienne suffisante côté ukrainien, les chasseurs russes peuvent bombarder leur adversaire grâce notamment à des bombes planantes qui étendent leur portée. En parallèle, des salves de missiles et de drones continuent de s'abattre sur le pays. Dans la nuit de mercredi à jeudi, la Russie a tiré plus de 40 missiles et 40 drones contre des infrastructures énergétiques ukrainiennes. « La principale tâche est de faire tous les efforts pour renforcer notre système de défense aérien », a lancé le président Zelensky en

arrivant jeudi en Lituanie pour signer un accord de défense.

« Les Ukrainiens nous disent : "Aidez nous à tenir en 2024 et en 2025 nous pourrions relancer une offensive" », raconte un responsable français qui s'est récemment entretenu avec les autorités ukrainiennes. Celles-ci lorgnent notamment le système sol-air moyenne portée terrestre (SAMP) que la France a déployé en Roumanie pour défendre l'espace aérien allié. « Plus que du système, ce sont des missiles dont ils ont besoin », complète-t-on. Malgré la pression du gouvernement, le missile MBDA

ne sera pas en mesure de fournir plus d'Aster 30 à court terme, alors que l'armée française en a besoin pour ses propres missions.

## « Le premier qui mobilisera l'emportera »

Pour tenir, l'Ukraine doit revoir ses modes d'opération. Elle ferait mieux de « s'attacher à des cibles tactiques et opérationnelles susceptibles d'influencer directement le combat en cours » plutôt que de bombarder les infrastructures énergétiques russes, a suggéré le secrétaire à la Dé-

## En manque de soldats, Kiev a commencé à réformer son système de mobilisation

Clara Marchaud  
Envoyée spéciale à Kharkiv

**S**ous un écran vert aux lettres minuscules, des usagers attendent qu'on appelle leur numéro, pestant, leurs documents en main, contre la lenteur des services publics. La salle d'attente du centre de prestations des services administratifs de Kharkiv ressemble à n'importe quelle autre institution du monde rendant des services publics : un lieu anxieux, gris, et rempli de gens mécontents.

Mais, ici, les habitants de la deuxième ville d'Ukraine peuvent non seulement changer leur carte d'identité ou refaire leur permis, mais également prendre les armes. Au moins métaphoriquement. « On a besoin de tout le monde, des femmes comme des hommes : tireurs,

**« On a besoin de tout le monde, des femmes comme des hommes : tireurs, artilleurs, mitrailleurs, mais aussi cuisiniers, chauffeurs, mécanos, assistants administratifs, opérateurs de drones, ingénieurs »**

Deux représentants de la défense territoriale de Kharkiv

artilteurs, mitrailleurs, mais aussi cuisiniers, chauffeurs, mécanos, assistants administratifs, opérateurs de drones, ingénieurs », listent deux représentants de la défense territoriale de Kharkiv, venus visiter pour la première fois le bureau du « centre de recrutement » - en anglais dans le texte - qui a ouvert le 2 avril.

Sur une table, à l'entrée, des dizaines de flyers montrant des hommes et des femmes en uniforme appellent à rejoindre les rangs de l'armée. En arrivant à Kharkiv, à 30 kilomètres de la frontière russe, on peut même recevoir un SMS invitant à venir visiter ce centre et à appeler sa hotline : « Nous ne délivrons pas de convocations. Ici, vous avez le choix, il n'est pas fait pour vous. Ensemble, nous gagnons ! »

Depuis un mois et demi, le ministère de la Défense, en partenariat avec les mairies, a déjà ouvert neuf « centres de

recrutement » aux quatre coins de l'Ukraine, en attendant l'adoption d'une nouvelle loi sur la mobilisation, politiquement dangereuse mais aussi très attendue par les militaires. Pour obtenir une relève, le Parlement ukrainien examine depuis décembre un projet de loi sur la mobilisation. Après l'avoir rejeté en première lecture en janvier, la Rada a finalement validé ce texte, dont la deuxième version comptait 4000 amendements, le 11 avril, en séance plénière. Mais, ce mardi, la commission de la Rada pour la sécurité nationale et la défense a supprimé la disposition la plus attendue de la nouvelle loi qui proposait la démobilisation des militaires au bout de trente-six mois de service. Le sujet sera abordé dans un autre projet ce loi, ont annoncé le ministère de la Défense et l'état-major mercredi, pour tenter de calmer la déception des premiers concernés.

Qui doit aller se battre, et combien d'Ukrainiens doivent se battre ? Ces questions sont sources de division dans la société ukrainienne. Si le soutien à l'armée demeure extrêmement élevé dans la population, selon les sondages, rares sont ceux qui se portent encore volontaires, comme ce fut le cas en février 2022. L'Ukraine compte environ 1,2 million de personnes dans les différentes structures de défense, dont 330 000 qui seraient déployées sur le champ de bataille. Le président Zelensky a exprimé des réserves sur la mobilisation de 500 000 soldats - le nombre recommandé par son ancien chef d'état-major, le général Valeri Zaloujny. Son remplaçant, le général Oleksandr Syrsky, parle plutôt de 300 000 nouvelles recrues.

Face à la pénurie de conscrits, l'état-major tente de nouvelles stratégies pour attirer les candidats. « Ici, ce sont des gens motivés qui viennent, pas des gens perdus qui ne savent pas où ils sont tombés », estime le représentant de la défense territoriale de Kharkiv, qui requiert l'anonymat. En Ukraine, le processus de recrutement se fait normalement à travers des commissariats militaires, structures issues de l'URSS qui sont différentes des brigades chargées uniquement des recrutements. Ces brigades sont fortement critiquées depuis qu'on circule des images de recruteurs attrapant des hommes dans la rue - une procédure illégale - pour remplir leurs quotas. En août 2023, le



Des recrues ukrainiennes lors d'une formation militaire le 15 mars, près de Kiev.

président Zelensky a renvoyé tous les chefs régionaux de ces organismes, dont certains ont été poursuivis pour corruption, notamment parce qu'ils aidaient, contre d'importants pots-de-vin, à éviter le service.

« Je suis une civile, je ne travaille pas pour l'armée mais pour la mairie. Je ne force personne, je suis juste là pour répondre aux questions », explique Oksana Popova, qui travaille dans le centre de Kharkiv. « Je prends en compte leurs compétences et leurs envies. Certains ne veulent aller qu'en première ligne, d'autres veulent se retrouver dans la même unité que leurs amis, d'autres encore cherchent une position jugée car ils ont peur », détaille la jeune femme, qui recourt surtout des demandes par téléphone. En un mois et demi, près de 900 personnes ont utilisé les services de ces centres en Ukraine, et 200 sont déjà passées à l'étape du recrutement.

« Ce qui empêche le plus de rejoindre l'armée, ce n'est pas la peur de mourir mais l'incertitude », assure au Figaro Oleksiy Bezhevets, qui s'appuie sur des recherches sociologiques commandées par l'armée. Cet officier vétérinaire du conflit de 2014 est désormais chargé du « capital humain » et du « recrutement » au ministère de la Défense. « Nous avons tous peur, nous ne savons pas ce qui nous attend dans cette guerre. Mais avec ces centres, nous pouvons au moins répondre à une question. Vous savez que vous pouvez choisir l'unité dans laquelle vous allez servir », souligne Oleksiy Bezhevets. Ce droit est désormais

inscrit dans la loi sur la mobilisation votée jeudi. La majorité des recrutements se font encore par convocation, reconnaît l'officier, même s'il invoque le secret-défense pour ne pas détailler combien d'hommes ne se présentent pas quand ils sont appelés sous les drapeaux.

Dans le centre administratif de Kharkiv, sur la quarantaine de personnes qui attendent, seuls deux hommes semblent en âge de porter l'uniforme, mais ils refusent de parler au seul mot de « mobilisation », le sujet étant tabou en Ukraine. Le reste des personnes présentes ce jour-là sont des femmes, des gens âgés, deux adolescents de 16 ans et un militaire, qui regarde le stand de recrutement. Seules

**« Ce qui empêche le plus de rejoindre l'armée, ce n'est pas la peur de mourir mais l'incertitude »**

Oleksiy Bezhevets

Officier vétérinaire du conflit de 2014, chargé du « capital humain » et du « recrutement »

une ou deux personnes le visitent chaque jour, selon sa responsable, Oksana Popova.

« Il faut bien trouver des gens motivés d'une manière ou d'une autre », souffle ce militaire de 36 ans, entrepreneur dans une autre vie, qui s'est porté volontaire pour défendre Kharkiv le

24 février. « Je n'ai pas eu de permission depuis deux ans, juste un an à l'hôpital et en réhabilitation, car j'ai eu une amputation », souffle-t-il en indiquant sa prothèse, invisible sous son uniforme. Volodymyr Zelensky a signé une loi la semaine dernière abaissant l'âge de la mobilisation de 27 à 25 ans. « Ce n'est qu'une question de temps avant qu'on passe à 18 ou 19 ans, regrette l'homme. Dans mon unité, le plus vieux a 69 ans. » Les deux militaires de carrière de la défense territoriale, croisés un peu plus tôt dans le centre, avaient, eux, 49 et 57 ans, le dernier ayant été appelé au début de l'invasion, alors qu'il était à la retraite.

L'âge moyen du soldat en Ukraine - comme en Russie - est de 42 ans, selon les experts militaires, et il correspond aussi à l'âge moyen au sein de la population masculine mobilisable. A cause d'une chute de natalité dans les années 1990, la tranche des 20-30 ans est deux fois moins importante que celle des 30-40 ans. Certains Ukrainiens craignent que l'abaissement de l'âge minimum de la conscription à 25 ans et le retrait d'un plus grand nombre de jeunes adultes du marché du travail nuisent encore à une économie déjà ravagée par la guerre. Selon des statistiques du comité parlementaire économique consultées par le Financial Times, sur 11,1 millions d'hommes de 25 à 60 ans, seuls 3,7 millions pourraient être mobilisés. Les autres sont déjà dans les forces de sécurité ou dans l'armée, handicapés, à l'étranger, ou sont travailleurs essentiels ou en territoires occupés. ■

## En Russie, un enrôlement caché derrière l'appel des conscrits

Alain Barluet  
Correspondant à Moscou

Kirill Tchistyakov avait 19 ans. En octobre 2021, quelques mois avant l'invasion de l'Ukraine, ce jeune homme originaire de Petrozavodsk, en Carélie, part faire son service militaire pour un an dans la région de Saint-Petersbourg. La dernière fois que sa mère, Irina, a reçu de ses nouvelles, c'était le 22 mars 2022, lors d'un bref appel vidéo : Kirill, sans casque ni gilet pare-balles, lui demande de ne pas s'inquiéter tandis que les Hrs résonnent en fond sonore. Le jeune soldat ne dit pas où il se trouve. Il a été tué quelques jours plus tard, probablement à Mala Rogan (Mala Rohan en ukrainien), à 10 km de Kharkov (Kharkiv pour les Ukrainiens), la deuxième ville d'Ukraine que les Russes n'étaient alors pas parvenus à prendre. Durant deux ans, inlassablement, Irina Tchistyakova, dont *Le Figaro* a raconté l'histoire (nos éditions du 9 décembre 2023) va rechercher ce fils disparu, remuant ciel et terre, jusqu'à ouvrir de ses mains les sacs mortuaires ramenés à la morgue de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie. Une mère débordant de griefs à l'encontre de l'institution militaire. Car Kirill, en tant que simple appelé, n'aurait pas dû se retrouver en zone de combat. C'est à son insu, raconte sa mère, que le jeune homme a signé un contrat avec l'armée, fin décembre 2021. « Toute une papyrasse » soi-disant pour partir en manœuvres près de Koursk, pensait-il. En fait, ce sera l'Ukraine.

L'histoire tragique de Kirill Tchistyakov n'est pas isolé. En manque d'hommes pour poursuivre l'offensive, la Russie met la pression sur ses conscrits afin de les expédier sur le front. Des associations civiles comme celle d'Omsk, en Sibérie, affirment avoir connaissance de « centaines de cas » de conscrits envoyés en Ukraine.

Ce 1<sup>er</sup> avril, la Russie a lancé sa campagne de conscription militaire de printemps. Jusqu'au 15 juillet, 150 000 jeunes de 18 à 30 ans doivent ainsi être recrutés, théoriquement pour douze mois de service militaire. C'est davantage que l'an dernier : 147 000 hommes au printemps 2023 ; 130 000 à l'automne. Les besoins en effectifs augmentent. L'armée assure que ces conscrits ne seront pas envoyés sur le front. N'empêche, cette campagne de conscription, traditionnellement organisée deux fois par an, tombe alors que les Russes craignent plus que jamais une nouvelle vague de mobilisation après celle de septembre 2022. Trois cent mille hommes avaient alors été enrôlés pour le front. Par ailleurs, « plus de 100 000 personnes » ont souscrit un contrat avec l'armée depuis le début de

cette année, selon le ministère de la Défense. Au total, Vladimir Poutine a affirmé, en décembre dernier, lors de sa conférence de presse annuelle, que 617 000 soldats russes se trouvaient en Ukraine. Il s'était alors montré rassurant : une nouvelle vague de mobilisation « n'est pas nécessaire », avait-il dit. Des propos repris par diverses personnalités, récemment encore pour contredire Volodymyr Zelensky lorsque celui-ci avait déclaré, le 1<sup>er</sup> avril, que Moscou s'appretait à mobiliser 300 000 hommes. À en croire le ministère russe de la Défense, les tableaux d'effectifs n'inspirent aucune inquiétude. En décembre dernier, Sergueï Chougou avait fixé comme objectif d'augmenter le nombre de militaires sous contrat à « 745 000 personnes » d'ici à fin 2024, pour un total de 1,5 million de soldats.

Après l'attentat meurtrier contre le Crocus City Hall, le 22 mars, les nouveaux enrôlés - « environ 16 000 en dix jours » - se seraient précipités dans les centres de recrutement pour « venger » les victimes de l'attaque, dont Moscou attribue la responsabilité principale à Kiev. Des médias indépendants, basés hors de Russie, pointent au contraire les limites du recrutement. Moscou enrôlerait 30 000 hommes par mois, selon une source à l'Otan citée par Reuters. De quoi couvrir partiellement les lourdes pertes au front et maintenir un avantage relatif face aux forces ukrainiennes, en termes de munitions, d'effectifs et d'équipements. Mais sans que cela soit suffisant pour envisager une véritable percée sur le terrain.

### 200 000 hommes supplémentaires

Des interrogations planent aussi sur la faisabilité à court terme des plans militaires prêtés à l'armée russe - notamment la perspective d'un encerclement de Kharkov - et les réformes préparées par Sergueï Chougou. Récemment, le ministre de la Défense a annoncé la création de « deux armées complètes et trente formations militaires, dont quatre divisions et seize brigades ». Soit environ 200 000 hommes supplémentaires, que la Russie ne pourra pas réunir sans mobilisation, juge l'expert militaire Iouri Fiodorov. La source otanienne qui s'est confiée à Reuters ajoute que les Russes ne sont « pas en mesure de lancer une opération offensive d'ampleur significative sans une autre mobilisation à large échelle ».

Cette perspective inquiète les Russes, même s'ils doutent qu'elle se concrétise dans l'immédiat. Le journal *Moscow Times*, soulignait, le 4 avril, ne pas constater de préparatifs de mobilisation à grande échelle. Mais, à partir de l'été, rien ne semble exclu. Selon l'institut Levada, près de la moitié des Russes (48 %) estimaient, en mars dernier, qu'une deuxième vague de

mobilisation pourrait être annoncée sous trois mois.

En réalité, une « mobilisation cachée », selon le terme de l'ONG Go Forest, serait déjà en cours et devrait se poursuivre pour faire face à la pénurie du recrutement. « Même si Vladimir Poutine a obtenu 87 % à la présidentielle, les autorités n'ont pas carte blanche pour mettre en œuvre une mesure aussi impopulaire que la mobilisation, estime le politologue Ilya Gratchchenko. La dernière fois, la mobilisation a été généralisée et brutale. Cette fois, le pouvoir mènera probablement une mobilisation douce et rampante », estime l'expert. Premiers concernés, les conscrits, les réservistes, les étudiants des universités militaires et certains spécialistes (médecins, informaticiens, ingénieurs...)

### « Manipulés et menacés »

« Tous les conscrits sont forcés de signer un contrat, manipulés et menacés », relève Daria Berg, une des responsables de Go Forest, lors d'une récente interview à Radio-Liberté. « Ces jeunes ne comprennent pas vraiment ce qui leur est favorable et ce qui ne l'est pas (...), ils sont facilement intimidables. L'argent qu'on leur propose est intéressant », ajoute-t-elle. De plus, cette année, outre le relèvement de l'âge limite de la conscription de 27 à 30 ans, les sanctions ont été renforcées à l'encontre des appelés qui ne répondraient pas à leur convocation. Leur nombre étant insuffisant, les réservistes sont maintenant fortement sollicités. Un vif débat théorique de 2 millions de Russes qui ont signé un contrat avec le ministère de la Défense et doivent effectuer, deux fois par an, une période d'entraînement dans un camp militaire, astreinte largement formelle jusqu'à présent...

« À Kharkov, personne ne veut d'un second Marioupol », confie au site Vioriska, une source proche de l'administration présidentielle. « L'idée est d'en faire une vitrine pour montrer que les Russes savent se battre de manière civilisée », ajoute cette source, en précisant : « Préservé Kharkov nécessite de l'encercler. Il manque 300 000 hommes. Mais tout est déjà prêt pour la mobilisation 2.0... »

Le 4 avril, à Petrozavodsk, Kirill Tchistyakov a été enterré avec les honneurs militaires, après avoir reçu l'ordre du Courage à titre posthume. La fin d'un long combat pour sa mère. Le 20 mars dernier, après deux ans de quarts épuisants, elle a enfin été informée que les restes de son fils avaient pu être identifiés grâce à son ADN. « Ce n'est pas une médaille qui me ramènera mon fils », se lamente-t-elle. Au lendemain de l'enterrement, elle ne décolère pas contre les « meurtriers » et les « traîtres », comme elle appelle sans les nommer ceux qui - « en violant le décret du président Poutine » - ont envoyé à la guerre le conscrit Kirill Tchistyakov. ■

## risque d'une défaite en l'absence d'aide militaire.

fense. Lloyd Austin, mercredi. Pour affaiblir son adversaire, l'Ukraine cible depuis plusieurs semaines des sites stratégiques. Plus d'une dizaine de raffineries ont été touchées. Mais, pour Washington, ces opérations seraient sans effet sur la guerre et menaceraient l'ensemble du marché énergétique.

Malheureusement, le problème n'est pas que matériel. « Nous manquons d'hommes », s'est inquiété jeudi à Kiev le général Yuriy Sodal, qui commande les forces ukrainiennes dans l'est du pays. « L'ennemi est sept à dix fois plus nombreux

que nous », a-t-il prévenu. Même moins bien formés et moins motivés, les soldats sont plus jeunes que les soldats ukrainiens, dont la moyenne d'âge affleure les 40 ans. « Le premier qui mobilisera l'empereur », pense une source militaire française. Mais les deux camps hésitent à franchir le pas. En Ukraine, la société donne des signes de fatigue envers une guerre qui semble sans issue, même si son enjeu est vital. En Russie, le régime du Kremlin préférerait éviter une décision impopulaire qui pourrait réveiller des opposants internes. ■



## Drones kamikazes : l'armée attend ses premiers Colibri en 2025

Deux tiers des chars russes détruits en Ukraine ces derniers mois l'ont été grâce à des drones FPV, de petits engins volants pilotés via des lunettes de réalité virtuelle. Cette destination, reprise par l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW), qui suit quotidiennement l'évolution du conflit, illustre la place prépondérante de ces armes. Dotés d'une charge explosive, les drones remplacent les obus. Équipés de moyens de détection, ils servent des missions de reconnaissance. Suivant leur taille, ils peuvent être utilisés sur le front ou dans la profondeur. L'armée française, qui a raté le tournant technologique, tente de rattraper son retard. Entre les Industriels et la direction générale de l'armement, on se rejette la responsabilité.

Le développement de munitions téléopérées (MTO), c'est-à-dire de drones sacrificiels, a été érigé en priorité par le ministère des Armées. Les drones « sont un game changer » pour l'armée ukrainienne », a déclaré en mars le ministre Sébastien Lecornu, en annonçant une commande à l'entreprise Delair de 2 000 pièces dont plus d'une centaine pour l'Ukraine. L'annonce regroupe des objets divers plus ou moins prêts.

Delair produit déjà les drones DT26 et UX11. L'entreprise, associée à Nexter, a été retenue pour le projet Colibri, qui doit équiper l'armée française. « La sélection » des prototypes sera effectuée « cet été », a déclaré le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Schill, pour « une livraison en 2025 ». Le coût unitaire de ces MTO doit avoisiner 20 000 euros.

### Précision métrique

En attendant de disposer d'une solution souveraine et pour pallier l'urgence, l'armée a acquis des drones américains Switchblade. Ces drones

ont aussi été livrés à l'Ukraine dès le début de la guerre.

Les munitions téléopérées Colibri évolueront dans la « zone de contact », c'est-à-dire dans un rayon d'action de 5 km, annonce la feuille de route rédigée par l'Agence d'innovation de défense AID en 2022. D'une autonomie de 30 minutes, elles pourront frapper avec une précision métrique une cible de type véhicule blindé léger. « Deux types de projets Colibri » sont encore en lice, explique Patrick Aurfert, le patron de l'AID. L'un, à vol libre, permettra d'évoluer en milieu ouvert, l'autre, à

quadrimoteur, serait plus adapté à un environnement urbain.

« Nous suivons tous les conflits et nous en tirons un retour d'expérience. Mais il faut être vigilant et ne pas considérer l'Ukraine comme l'alpha et l'oméga des conflits. D'autres théâtres peuvent faire apparaître des besoins différents », confie l'ingénieur. « Il faut être capable de faire évoluer les configurations » du drone, poursuit-il, pour faire dialoguer l'appareil avec des systèmes différents, adapter de nouveaux capteurs ou implanter des briques d'intelligence artificielle... En Ukraine, des algorithmes

d'IA aident déjà certains drones à trouver leur cible malgré le brouillage électromagnétique.

L'autre projet de munitions téléopérées françaises, Larinae, est moins avancé. Un démonstrateur n'est attendu qu'après l'été. Deux versions de ce drone d'une portée plus longue, 50 km, sont aussi étudiées. Dans un cas, il s'agirait d'une MTO plus importante capable de détruire une cible davantage blindée. Un autre concept explore l'idée d'un drone de reconnaissance sacrificielle, en cas d'opportunité tactique. « Il n'est pas exclu que plusieurs projets arrivent au bout », estime Patrick Aurfert, puisqu'ils « répondent à des configurations d'emploi différentes ». MDBA, Eos, Thales ou Novadem sont aussi impliqués dans les projets de MTO.

Avec une commande de 2 000 drones, et même s'il s'agit d'équipements relativement complexes, l'armée semble bien en deçà de la consommation d'armes en Ukraine. « Il s'agit d'une première commande », nuance Patrick Aurfert en insistant sur l'importance d'avoir « une capacité à produire ». L'armée veut se doter d'un stock initial et s'assurer que l'industriel pourra monter en puissance en cas de nécessité. ■

## Économie de guerre : Macron appelle à un effort « durable »

L'effort à fournir est « urgent ». « Il faut aller vite, fort, massif, mais l'effort est aussi durable », a prévenu Emmanuel Macron. En visite dans l'usine de poudre d'Eureco à Bergerac jeudi, le chef de l'État a rappelé la nécessité d'augmenter les cadences de l'économie de guerre, décrétée en juin 2022 après l'invasion russe de l'Ukraine. « Nous sommes partis durablement pour nous installer dans un changement géopolitique, géostratégique, où les industries de défense vont avoir un rôle

croissant », a poursuivi le président. Il a aussi posé la première pierre de la nouvelle usine d'Eureco. L'entreprise est symbole d'une filière stratégique mais démantelée en 2007. Mais elle est le symbole d'une volonté de relocalisation. Entre 2024 et 2026, Eureco investira près de 500 millions d'euros pour accroître ses capacités de production à 1200 tonnes de poudre par an. Elle compte ainsi multiplier par dix sa production de poudre de gros calibre et doubler sa capacité de

production de « charges modulaires », nécessaires à la propulsion des obus, à 1,2 million par an. Après sa visite, le chef de l'État a aussi convoqué pour une réunion de travail une dizaine de dirigeants d'entreprises de défense. La réunion intervient quelques jours seulement après la conférence de presse du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, les menaçant de « réquisitions », en dernier recours, si les objectifs de l'économie de guerre n'étaient pas atteints. ■